



Séance ordinaire du jeudi 31 mai 2018

L'an deux mille-dix-huit et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Catherine DARDE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE.

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Convention

avec l'éco-organisme Eco-DDS (Déchets Diffus Spécifiques) pour la collecte des déchets dangereux spécifiques non professionnels dans les points propreté de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant - Autorisation de signature

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis 2012, Eco-DDS, éco-organisme agréé par les pouvoirs publics, a pour mission de collecter et traiter les déchets diffus spécifiques (DDS) issus de produits chimiques pouvant présenter un risque significatif pour la santé et l'environnement, en application de l'article R.543-234 du Code de l'environnement.

Cette société à but non lucratif s'attache également à informer, sensibiliser et inciter les utilisateurs à trier et rapporter ces déchets chimiques. En 5 ans d'activités communes avec ses adhérents, Eco-DDS a pu échanger et remonter des données fiables lui permettant d'identifier et de mesurer les besoins concrets du terrain au regard de l'activité des déchèteries et de leurs agents.

Eco-DDS regroupe la plupart des metteurs sur le marché de produits concernés par la filière DDS, conformément au principe de Responsabilité Elargie du Producteur, afin qu'ils réalisent concrètement leur engagement de collecter les produits usagés qu'ils ont mis sur le marché.

Elle a été agréée par arrêté du 9 avril 2013 afin de prendre en charge la gestion des DDS ménagers relevant des catégories 3 à 10 tels que les produits à base d'hydrocarbures, les produits chimiques usuels, les solvants, les produits phytosanitaires et engrais ménagers, etc.

L'agrément d'Eco-DDS est arrivé à échéance le 31 décembre 2017.

Par arrêté du 22 décembre 2017, les pouvoirs publics ont renouvelé l'agrément de l'éco-organisme dédié Eco-DDS, pour un an (soit jusqu'au 31 décembre 2018), sur la base du cahier des charges de la période précédente, ceci afin de se donner un délai supplémentaire pour faire aboutir, dans un cadre concerté, le nouveau cahier des charges d'agrément.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à poursuivre pour un an son partenariat avec l'éco-organisme Eco-DDS ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant n°1 a la convention type entre l'eco-organisme de la filière des déchets diffus spécifiques ménagers et tous documents liés à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le
\$Delib.report.AIRS_CLI_RAP_DTE
_ACTE?date("dd/MM/yyyy")?
string.short}

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 6 juin 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180531-41969-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 06/06/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.